



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

Paris, le

31 JUIL. 2020

Le ministre de l'intérieur

à

destinataires in fine

Objet : modalités de mise en œuvre en 2020 du réexamen de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) en cas d'absence de changement de poste pour les personnels des corps des techniciens et des agents des SIC et des corps appartenant à la filière technique.

Références :

- 1- décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat
- 2- circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
- 3- l'instruction de gestion du 12 mars 2018 relative aux modalités de gestion du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les personnels relevant du corps des techniciens des systèmes d'information et de communication et des agents des systèmes d'information et de communication
- 4- l'instruction de gestion du 6 avril 2018 relative aux modalités de gestion du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les personnels relevant du corps des ingénieurs des services techniques, des contrôleurs des services techniques, des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale.

Annexes : 2

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat prévoit à son article 3 que le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen :

« 1° en cas de changement de fonctions ;

2° au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;

3° en cas de changement de grade à la suite d'une promotion. »

Les modalités de revalorisation d'IFSE en cas de changement de fonctions et en cas de changement de grade à la suite d'une promotion sont prévues dans les instructions de gestion des différents corps.

Les instructions de gestion prises au ministère de l'intérieur prévoient que le réexamen du montant de l'IFSE, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent, intervient au plus tard au bout de quatre ans.

1. Les conditions d'éligibilité au réexamen de l'IFSE en cas d'absence de changement de poste

Peuvent prétendre à une revalorisation les agents qui justifieront au 31 décembre 2020 d'une durée d'affectation de quatre années au minimum sur leur poste.

Une attention particulière devra être portée aux agents qui, concernés par des réorganisations de services menées notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan préfectures nouvelle génération ou tout autre changement d'organigramme, ont conservé l'ancienneté qu'ils détenaient dans leur poste précédent.

Un agent qui a obtenu une promotion de corps, sans changement de poste pendant la période des quatre ans est exclu de ce réexamen.

En revanche un agent n'ayant pas changé de poste pendant la période concernée et qui, durant cette même période, a bénéficié d'une revalorisation de son IFSE liée à un avancement de grade reste éligible au réexamen de son IFSE.

2. Les critères

Le 2° de l'article 3 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 indique que le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen « **au vu de l'expérience acquise par l'agent** ».

Le chef de service arrête le montant de la revalorisation de l'IFSE, selon les modalités prévues au point 3, sur le fondement des acquis de l'expérience professionnelle de l'agent concerné évalués à l'occasion des trois ou quatre derniers entretiens professionnels en fonction des situations.

En application de la circulaire DGAFP du 5 décembre 2014, « *l'expérience professionnelle peut être assimilée à la connaissance acquise par la pratique : le temps passé sur un poste « met à l'épreuve l'agent » qui, de son côté, doit s'approprier sa situation de travail par l'acquisition volontaire de compétences* ».

La valorisation de l'expérience professionnelle doit reposer sur des critères objectifs et cohérents avec les informations renseignées dans la partie expérience professionnelle (évaluation des acquis) des comptes rendus d'entretien professionnel de l'agent, tels que :

- l'approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation (compétences budgétaires financières, bureautiques, juridiques, règlementaires ...) ;
- l'approfondissement de la connaissance de l'environnement professionnel et des procédures ;
- la participation à un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis ou la participation à un projet induisant une exposition renforcée et prolongée et/ou des sujétions nouvelles.

A titre d'exemple, la participation à des centres opérationnels départementaux dans le cadre d'aléas climatiques, la mobilisation dans le contexte de la gestion de crise sanitaire du covid-19 ou encore la bonne tenue des élections, pourraient relever de cette catégorie.

Votre décision devra intervenir dans le respect des engagements pris par le ministère au titre des labels "égalité professionnelle entre les femmes et les hommes" et "diversité", ainsi que des dispositions des articles 225-1 et suivants du code pénal en matière de lutte contre les discriminations.

3. Les modalités d'attribution

A l'occasion de la campagne annuelle de réexamen des montants d'IFSE, le chef de service arrête individuellement, dans la limite de l'enveloppe calculée pour le service le montant de la revalorisation de l'IFSE. Cette revalorisation est comprise entre 0 €, qui doit relever de l'exception et un montant correspondant à 30 % du montant moyen de CIA¹ perçu par l'agent au cours des **quatre dernières années**.

A toutes fins utiles, vous trouverez en annexe de l'instruction un tableau Excel vous permettant de calculer, par service, le montant de l'enveloppe destinée au réexamen de l'IFSE. Sous réserve des disponibilités budgétaires, l'enveloppe est égale à 20 % du montant moyen des CIA 2017, 2018, 2019 et 2020 versé aux agents éligibles en 2020 au réexamen de l'IFSE.

Les personnels bénéficiant d'une décharge totale d'activité de service au titre du décret n°82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique, concernés par le réexamen de l'IFSE, bénéficient d'une revalorisation de leur IFSE égale à 20% de la moyenne des montants de CIA perçus pendant la période concernée.

Les services RH de proximité transmettent au bureau de paye dont ils relèvent, le tableau Excel renseigné **au plus tard le 15 octobre 2020**. Ils y font figurer le montant de la revalorisation qu'ils souhaitent attribuer, dans la limite de l'enveloppe précitée, aux agents qui exercent les mêmes fonctions depuis quatre ans du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.

Vous voudrez bien veiller à notifier **par écrit à chaque agent la décision prise** quant au réexamen du montant de son IFSE au titre de l'année 2020, en utilisant le modèle de notification joint en annexe.

La mise en paiement des revalorisations d'IFSE décidées au titre de la présente circulaire intervient sur la paie du mois de décembre 2020 avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2020.

* * *

La revalorisation de l'IFSE est soclée dans l'IFSE de l'agent.

Cette revalorisation est sans effet sur l'ancienneté acquise par l'agent sur le poste : elle ne remet pas en cause une éventuelle revalorisation d'IFSE dont il pourrait bénéficier dans le cadre d'une mobilité au-delà de la quatrième année sur son poste.

Vous veillerez à présenter un bilan de la campagne de réexamen de l'IFSE au comité technique compétent.

¹ Hors complément exceptionnel

Les services de la direction des ressources humaines sont à votre disposition pour apporter toute précision supplémentaire sur les modalités de mise en œuvre de ce dispositif au sein de vos services.

La directrice des ressources humaines



Laurence MEZIN

Liste des destinataires pour attribution :

Monsieur le chef du service de l'inspection générale de l'administration

Mesdames et Messieurs les préfets de région et de département

Mesdames et Messieurs les préfets de zones de défense et de sécurité

Monsieur le préfet de police de Paris

Messieurs les hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

Madame la préfète des Terres Australes et Antarctiques Françaises

Monsieur le préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon

Monsieur le préfet, administrateur supérieur des Iles Wallis et Futuna

Monsieur le directeur général de la police nationale

Monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux, directeurs et chefs de service

Monsieur le secrétaire général du Conseil d'État

Messieurs les directeurs d'établissement public administratif

Annexe 1 :

Cartographie des services

Affectation de l'agent	Chef de service
Préfecture de département Préfecture de région Sous-préfecture DDI	Préfet de département
Administration centrale	Directeur
DDSP	Directeur départemental
DZCRS DZPAF DZRFPN	Directeur zonal
DIPJ	Directeur inter-régional
DZRI	DGSI
Juridiction administrative	Validation par le Conseil d'Etat sur proposition des présidents de juridictions
Région de gendarmerie Grand Est.	Commandant de la région de gendarmerie Grand Est, ou son représentant.
Groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin à Strasbourg	Commandant du groupement départemental du Bas-Rhin, ou son représentant
Groupement de gendarmerie départementale de la Marne à Châlons-en-Champagne	Commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne ou son représentant
Région de gendarmerie Bourgogne – Franche-Comté.	Commandant de la région de gendarmerie Bourgogne-Franche-Comté, ou son représentant.
Groupement de gendarmerie départementale du Doubs à Besançon	Commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs ou son représentant
Région de gendarmerie Hauts-de-France.	Commandant de la région de gendarmerie Hauts-de-France, ou son représentant.
Groupement de gendarmerie départementale de la Somme à Amiens	Commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme ou son représentant
Région de gendarmerie Normandie.	Commandant de la région de gendarmerie Normandie, ou son représentant.
Groupement de gendarmerie départementale du Calvados à Caen	Commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados ou son représentant
Région de gendarmerie Bretagne.	Commandant de la région de gendarmerie Bretagne, ou son représentant.
Région de gendarmerie Pays-de-la-Loire.	Commandant de la région de gendarmerie pays-de-la-Loire, ou son représentant.

Région de gendarmerie Centre-Val de Loire.	Commandant de la région de gendarmerie Centre-Val de Loire, ou son représentant.
Région de gendarmerie Nouvelle Aquitaine.	Commandant de la région de gendarmerie Nouvelle Aquitaine, ou son représentant.
Groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne à Limoges	Commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne ou son représentant
Groupement de gendarmerie départementale de la Vienne à Poitiers	Commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne ou son représentant
Région de gendarmerie Occitanie	Commandant de la région de gendarmerie Occitanie, ou son représentant.
Groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault à Montpellier	Commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault, ou son représentant
Région de gendarmerie Corse	Commandant de la région de gendarmerie Corse, ou son représentant.
Région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur	Commandant de la région de gendarmerie Provence-Alpes-Côte d'Azur, on son représentant.
Région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes.	Commandant de la région de gendarmerie Auvergne-Rhône-Alpes, ou son représentant.
Groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme à Clermont-Ferrand	Commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme ou son représentant
Région de gendarmerie Ile-de-France.	Commandant de la région de gendarmerie Ile-de-France, ou son représentant.
Garde républicaine	Commandant de la garde républicaine, ou son représentant
Gendarmerie des transports aériens	Commandant de la gendarmerie des transports aériens ou son représentant
Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale implanté en région Centre-Val-de-Loire (Le Blanc)	Commandant du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie, ou son représentant.
Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale implanté région Ile-de-France.	Commandant du commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie, ou son représentant.
Direction générale de la gendarmerie nationale	Directeur général de la gendarmerie nationale, ou son représentant.
Commandement des formations aériennes de la gendarmerie nationale	Commandant du commandement des formations aériennes de la gendarmerie nationale ou son représentant
Commandement de la gendarmerie d'outre-mer.	Commandant du commandement de la Gendarmerie d'outre-Mer ou son représentant
Commandement de la gendarmerie de Guadeloupe.	Commandant de la gendarmerie de Guadeloupe, ou son représentant.

Commandement de la gendarmerie de Martinique.	Commandant de la gendarmerie de Martinique, ou son représentant.
Commandement de la gendarmerie de Guyane.	Commandant de la gendarmerie de Guyane, ou son représentant.
Commandement de la gendarmerie de la Réunion	Commandant de la gendarmerie de la Réunion, ou son représentant.
Commandement de la gendarmerie de Mayotte	Commandement de la gendarmerie de Mayotte, ou son représentant.
Commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie	Commandant de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie, ou son représentant.
Commandement de la gendarmerie pour la Polynésie	Commandement de la gendarmerie pour la Polynésie Française, ou son représentant.
Commandement des écoles de la gendarmerie nationale.	Commandant des écoles de la gendarmerie nationale, ou son représentant.
Centre national d'instruction cynophile de la gendarmerie	Commandant du centre national d'instruction cynophile de la gendarmerie
Centre de production multimédia de la gendarmerie nationale	Commandant du centre de production multimédia de la gendarmerie nationale ou son représentant
Ecole des officiers de la gendarmerie de Melun	Commandant de l'école des officiers de la gendarmerie, ou son représentant.
Ecole de gendarmerie de Fontainebleau.	Commandant de l'école de gendarmerie de Fontainebleau, ou son représentant.
Ecole de gendarmerie de Rochefort	Commandant de l'école de gendarmerie de Rochefort, ou son représentant.
Ecole de gendarmerie de Chaumont	Commandant de l'école de gendarmerie de Chaumont, ou son représentant.
Ecole de gendarmerie de Dijon	Commandant de l'école de gendarmerie de Dijon, ou son représentant.
Ecole de gendarmerie de Tulle.	Commandant de l'école de gendarmerie de Tulle, ou son représentant.
Ecole de gendarmerie de Montluçon.	Commandant de l'école de gendarmerie de Montluçon, ou son représentant.
Ecole de gendarmerie de Châteaulin.	Commandant de l'école de gendarmerie de Châteaulin, ou son représentant.
Centre national d'entraînement des forces de gendarmerie	Commandant du centre national d'entraînement des forces de gendarmerie, ou son représentant.
Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.	Commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale, ou son représentant.
Commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire	Commandant du commandement spécialisé pour la sécurité nucléaire ou son représentant

SGAMI Est	Autorité fonctionnelle
SGAMI Ouest	Autorité fonctionnelle
SGAMI Sud	Autorité fonctionnelle
SGAMI Nord	Autorité fonctionnelle
SGAMI Sud-est	Autorité fonctionnelle
SGAMI Sud-ouest	Autorité fonctionnelle

Annexe 2 :
Modèle de lettre de notification

En cas de revalorisation :

Madame ou Monsieur,

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) prévoit une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) versée mensuellement et un complément indemnitaire annuel (CIA).

Tous les quatre ans au moins, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent, le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen. A ce titre, le montant annuel de votre IFSE sera revalorisé de X €.

Je vous précise que ce montant est soclé dans votre IFSE.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur, mes sincères salutations.

En l'absence de revalorisation :

Madame ou Monsieur,

Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) prévoit une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) versée mensuellement et un complément indemnitaire annuel (CIA).

Tous les quatre ans au moins, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent, le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen.
A ce titre, je vous informe que le montant annuel de votre IFSE ne sera pas revalorisé au motif que

Cette décision peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours auprès de votre autorité hiérarchique. En outre, conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Je vous prie d'agréer, Madame/Monsieur, mes sincères salutations.